

Mobilisation des ressources nationales, financement extérieur et vulnérabilité

A. Introduction

Pour analyser le financement du développement des PMA, il faut se pencher sur trois aspects interdépendants, c'est-à-dire les ressources nécessaires pour financer la croissance, la réduction de la pauvreté et un développement durable, l'effort de mobilisation des ressources nationales, et la nécessité, la disponibilité et les effets du financement extérieur. Dans le présent chapitre, nous analyserons les besoins de ressources des PMA en tenant compte de leurs caractéristiques structurelles et nous évaluerons l'effort de mobilisation des ressources nationales et le degré de dépendance à l'égard des financements extérieurs.

Nous ferons une étude comparative de la mobilisation des ressources nationales et du recours aux financements extérieurs en étudiant la situation des différents sous-groupes de PMA et des autres pays en développement. A la section B, nous donnerons un aperçu des caractéristiques structurelles qui distinguent les PMA des autres pays en développement et les conclusions de cette section serviront de base pour l'analyse des flux de ressources faite dans les sections suivantes. En effet, l'une des principales carences des politiques préconisées pour résoudre le problème du financement du développement est qu'on n'a pas suffisamment tenu compte de l'hétérogénéité des pays concernés. A la section C, nous analyserons les sources intérieures de financement et les limites de la mobilisation des ressources nationales dues aux caractéristiques des PMA. Nous étudierons aussi l'effort de mobilisation des ressources propres des PMA, c'est-à-dire la réponse de l'épargne et du financement national du développement en général à la croissance. Dans la section D, nous chercherons à mesurer l'ampleur des chocs extérieurs subis par les PMA en la comparant aux ressources intérieures disponibles pour le financement de la croissance de ces pays. Cette analyse montre que la plupart des PMA sont très vulnérables. La section E porte sur l'importance du recours au financement extérieur et décrit le problème fondamental du financement des PMA, à savoir le fait que les sources de financement extérieur ont une influence énorme sur l'accumulation de capital et les processus budgétaires. Dans cette section, nous analysons aussi les besoins de financement extérieur dus à la vulnérabilité des PMA. La conclusion récapitule les principales constatations du chapitre et ce qu'elles impliquent en matière de stratégie de développement.

B. Ce qui caractérise les PMA

Il y a d'importantes différences de taille et de dotation de ressources entre les PMA, mais ils partagent certaines caractéristiques qui les distinguent des autres pays en développement : revenus extrêmement bas, insuffisance considérable de l'industrialisation et de la mise en valeur du capital humain, forte concentration des exportations, souvent dominées par un ou deux produits primaires, et grande vulnérabilité face aux chocs extérieurs. Les indicateurs récapitulés au tableau 6, qui correspondent en grande partie aux critères employés par l'ONU pour établir la liste des PMA, donnent aussi une image générale de ce qui distingue ces pays des autres pays en développement.

Il y a d'importantes différences de taille et de dotation de ressources entre les PMA, mais ils partagent certaines caractéristiques : revenus extrêmement bas, insuffisance considérable de l'industrialisation et de la mise en valeur du capital humain, forte concentration des exportations, souvent dominées par un ou deux produits primaires, et grande vulnérabilité face aux chocs extérieurs

TABLEAU 6 : QUELQUES INDICATEURS SOCIAUX ET ECONOMIQUES CONCERNANT LES PMA ET LES AUTRES PAYS EN DEVELOPPEMENT

	<i>Année/période</i>	<i>PMA</i>	<i>Autres PED</i>
A. Indicateurs économiques			
PNB par habitant, à PPA (dollars courants)	1980	724	2 587
	1990	1 179	4 078
	1997	1 343	4 598
Part de la main-d'œuvre agricole (%)	1990	75	32
Part de l'agriculture dans le PIB (%)	1997	34	17
Part des produits primaires dans les exportations de marchandises (%)	1980	86,3	79,6
	1997	68,9	31,9
Indice de concentration des exportations	1997	0,553	0,378
Indice d'instabilité des exportations	1980–1997	20,3	13,4
Consommation d'énergie (kg d'équivalent charbon par habitant) :			
Charbon, pétrole, gaz et électricité	1980	64	508
	1996	69	898
	1997	69	898
Bois de feu et charbon de bois	1980	212	125
	1996	210	135
Croissance démographique annuelle (%)	1960–1970	2,4	2,3
	1990–1997	2,6	1,7
Taux de dépendance (nombre de personnes à charge par actif)	1975	0,93	0,88
	1998	0,87	0,68
B. Indicateurs sociaux			
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000 naissances vivantes)	1997	108	65
Espérance de vie à la naissance (années)	1990–1995	49	62
Lits d'hôpitaux (pour 1000 habitants)	1990	1,1	4,8
Médecins (pour 1000 habitants)	1990	0,1	1,6
Taux d'alphabétisation des adultes (plus de 15 ans)	1995	48,9	81,4
Taux de scolarisation brut (%) :			
Primaire	1995	72,0	100,0
Secondaire	1995	16,0	65,0
Tertiaire	1995	1,6	17,7
Raccordements téléphoniques (pour 1000 habitants)	1998	4,0	58,0 ^a
Coût moyen d'un appel téléphonique local (dollars pour 3 minutes)	1997	0,1	0,05

Source : CNUCED, 1999a, Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2000*, PNUD 2000.

Notes : L'indice d'instabilité des exportations est la moyenne simple par groupe de l'écart-type des taux de croissance annuel des exportations (ajustés en fonction de l'indice des prix à l'importation). L'indice de concentration des exportations est l'indice de Hirschman calculé par l'ONU. Dans le cas de la consommation d'énergie, le groupe Autres PED comprend les PMA.

^a Ensemble des pays en développement.

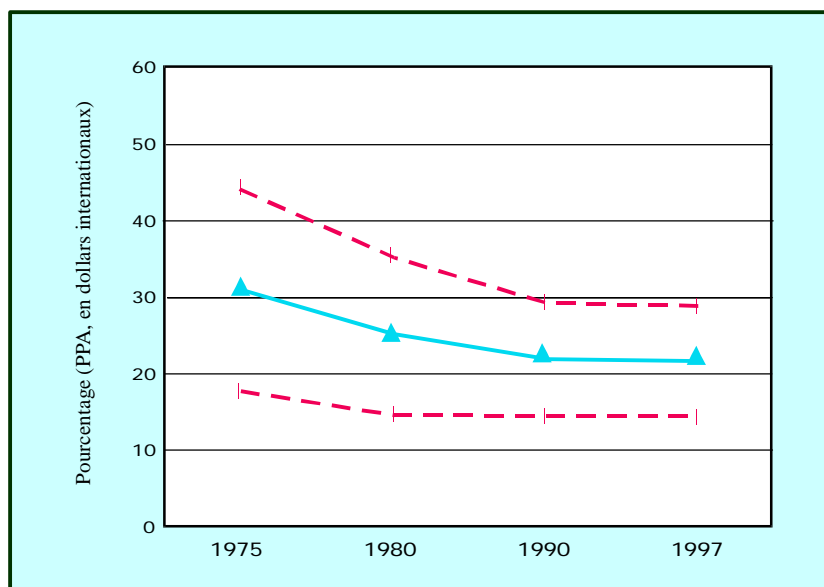
1. INSUFFISANCE DES REVENUS ET SOUS-DEVELOPPEMENT DES STRUCTURES ECONOMIQUES

En moyenne, le PNB par habitant des PMA n'atteint que le quart de celui des autres pays en développement. Dans les PMA d'Afrique et d'Asie, qui sont les plus peuplés, le PNB par habitant dépasse à peine 20% de la moyenne des autres pays en développement (graphique 14)¹. Il est donc évident que la majeure partie de la population de ces pays vit à la limite de la subsistance. D'après les données dont on dispose sur un certain nombre de PMA, en moyenne 44% de la population a un revenu inférieur à 1 dollar par jour et 75% à 2 dollars par jour (tableau 7).

En moyenne 44% de la population des PMA a un revenu inférieur à 1 dollar par jour et 75% à 2 dollars par jour

Le niveau extrêmement bas du revenu par habitant est un des symptômes du sous-développement économique de ces pays et de l'insuffisance de leur

GRAPHIQUE 14 : PNB MOYEN PAR HABITANT DANS LES PMA D'AFRIQUE ET D'ASIE, COMPARE A CELUI DES AUTRES PED, 1975-1997 (EN POURCENTAGE)



Source : Calculs du Secrétariat de la CNUCED, sur la base de Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 1995.

Note : Les courbes en traitillés correspondent à la fourchette définie par un écart type.

TABEAU 7 : PREVALENCE DE LA PAUVRETE DANS CERTAINS PMA

	Année de l'enquête	Pourcentage de la population dont le revenu par habitant est inférieur à	
		1 dollar par jour ^a	2 dollars par jour ^a
Bangladesh	1996	29,1	77,8
Burkina Faso	1994	61,2	85,8
Ethiopie	1995	31,3	76,4
Gambie	1992	53,7	84,0
Lesotho	1993	43,1	65,7
Madagascar	1993	60,2	88,8
Mali	1994	72,8	90,6
Mauritanie	1995	3,8	22,1
Mozambique	1996	37,9	78,4
Népal	1995	37,7	82,5
Niger	1995	61,4	85,3
Rép. centrafricaine	1993	66,6	84,0
Rép.-Unie de Tanzanie	1993	19,9	59,7
Rwanda	1983-1985	35,7	84,6
Sierra Leone	1989	57,0	74,5
Ouganda	1992	36,7	77,2
Yémen	1998	5,1	35,5
Zambie	1996	72,6	91,7
Moyenne des PMA^b		43,7	74,7
Moyenne des 55 autres PED^b		13,1	34,6

Source : Estimations du Secrétariat de la CNUCED, sur la base de Banque mondiale, *indicateurs du développement dans le monde 2000*.

^a A parité de pouvoir d'achat.

^b Moyenne simple.

stock de capital. En moyenne, plus de deux tiers de leur population vivent dans les campagnes et travaillent dans le secteur agricole, et la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) est plus de deux fois plus élevée que dans les autres pays en développement. La sous-industrialisation des PMA se traduit aussi par le fait qu'ils emploient beaucoup moins d'énergie moderne que les autres pays en développement. En moyenne, la consommation par habitant de charbon, pétrole, gaz et électricité est dix fois moins élevée dans les PMA que dans l'ensemble des pays en développement. Le bois de feu reste leur première source d'énergie (tableau 6).

De nombreux pays en développement sont en train d'achever leur transition démographique et dans l'ensemble leur taux de croissance démographique et le ratio de personnes à charge ont rapidement diminué depuis quelques décennies, mais en revanche dans les PMA, la croissance démographique s'est accélérée et le ratio de personnes à charge augmente. Cela a notamment des incidences majeures sur l'épargne et les besoins d'éducation et de santé et d'autres besoins essentiels.

Autre signe du sous-développement des capacités de production, en moyenne les exportations de produits primaires représentent près de 70% du total des exportations des PMA, ce qui est deux fois plus élevé que dans l'ensemble des pays en développement. De plus, l'indice de concentration des exportations y est beaucoup plus élevé, c'est-à-dire qu'ils sont très tributaires de l'exportation d'un seul produit ou d'une gamme étroite de produits, essentiellement agricoles et minéraux. Le déclin de la part des produits primaires entre 1980 et 1997 a été dû principalement à la chute de la valeur de ces exportations et non à une hausse des exportations de produits transformés². Les PMA se différencient aussi des autres pays en développement pour ce qui est de la croissance démographique et de la structure de la population. En moyenne, leur taux de croissance démographique dépasse de un point de pourcentage celui des pays en développement. De nombreux pays en développement sont en train d'achever leur transition démographique et dans l'ensemble leur taux de croissance démographique et le ratio de personnes à charge ont rapidement diminué depuis quelques décennies, mais en revanche dans les PMA la croissance démographique s'est accélérée et le ratio de personnes à charge augmente (tableau 6). Cela a notamment des incidences majeures sur l'épargne et les besoins d'éducation et de santé et d'autres besoins essentiels.

2. INSUFFISANCE DE L'INFRASTRUCTURE SOCIO-ECONOMIQUE

Les PMA ont beaucoup de retard par rapport aux autres pays en développement en ce qui concerne la mortalité infantile et l'espérance de vie, et plus encore pour d'autres indicateurs comme le nombre de médecins ou de lits d'hôpitaux rapporté à la population (tableau 6).

Ce retard se retrouve dans le secteur de l'éducation et d'autres aspects de la mise en valeur du capital humain. D'après les dernières données disponibles, le taux d'alphabétisation des adultes est en moyenne de 49% dans les PMA contre 81% dans les autres pays en développement. Le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire est inférieur de 30 points de pourcentage ; dans l'enseignement secondaire il est inférieur de 50 points de pourcentage et dans l'enseignement tertiaire il n'atteint en moyenne que le dixième de celui des autres pays en développement (tableau 6). Ces indicateurs montrent que les PMA prennent de plus en plus de retard par rapport aux autres pays en développement en matière de formation de capital humain, alors qu'ils étaient déjà très démunis au départ. Comme la grande majorité de leur population vit dans les campagnes ou a récemment émigré vers les villes, et que l'économie de plusieurs d'entre eux a considérablement régressé depuis une vingtaine d'années, il est probable que le fossé qui les sépare des autres pays en développement pour ce qui est du stock de capital humain est encore plus large que ce qui ressort des indicateurs d'éducation.

Autre caractéristique majeure des PMA, leur infrastructure physique est très insuffisante, en particulier leurs réseaux de télécommunications et de transport sont beaucoup moins denses que ceux des autres pays en développement.

TABLEAU 8 : INDICATEURS DE L'ETAT DES TRANSPORTS DANS LES PMA ET LES AUTRES PED

	<i>Année/période</i>	<i>Moyenne des PMA^b</i>	<i>Moyenne des autres PED</i>	<i>Score normalisé de l'écart entre les moyennes</i>
Routes, indice normalisé ^a (Indice pour les PMA = 100)	1997	100	160,3	2,46
Routes revêtues en dur, indice normalisé ^a (indice pour les PMA = 100)	1997	100	248,5	4,26
Fret ferroviaire (en milliers de tonnes-km, par million de dollars de PIB à PPA)	1990–1997	34,4	321,0	2,91
Transport ferroviaire de passagers (en milliers de passagers-km, par million de dollars de PIB à PPA)	1990–1997	24,6	84,7	3,85
Transport aérien de passagers (nombre de passagers par million de dollars de PIB à PPA)	1990–1997	46,2	58,9	0,465
Fret aérien (en milliers de tonnes-km par million de dollars de PIB à PPA)	1990–1997	1,5	1,8	0,631

Source : Estimations du Secrétariat de la CNUDED, sur la base de Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 1999*.

^a Normalisé en fonction de la population, de la superficie, de la densité démographique, du revenu par habitant et de variables fictives régionales.

^b Moyennes simples.

Par exemple, ils ont en moyenne quatre raccordements téléphoniques pour 1 000 habitants, soit 15 fois moins que les autres pays en développement, et le coût des appels locaux y est deux fois plus élevé que dans les autres pays en développement³. Ce retard risque d'aggraver encore leur marginalisation puisque les technologies de l'information et de la communication prennent de plus en plus d'importance dans tous les domaines de l'activité économique.

Il en va de même pour les réseaux de transport. L'insuffisance des réseaux de transport dans les PMA d'Afrique subsaharienne a été abondamment étudiée⁴, mais ce problème concerne tous les PMA. Comme le montre le tableau 8, même si l'on fait des ajustements nécessaires pour tenir compte de la population, de la superficie, du revenu par habitant et d'autres caractéristiques géographiques, en moyenne les pays en développement autres que les PMA ont 60% de routes et pistes carrossables de plus que les PMA, et environ 2,5 fois plus de routes revêtues en dur. En outre, la qualité des routes et ouvrages d'art des PMA laisse beaucoup à désirer. La situation est similaire pour ce qui est du transport ferroviaire. Par contre, en matière de transport aérien l'écart entre les deux catégories de pays ne semble pas significatif (tableau 8). Une autre caractéristique qui aggrave les problèmes dus à l'insuffisance des réseaux de transport intérieur est que bon nombre de PMA n'ont pas accès à la mer, si bien que leurs marchandises doivent transiter par des pays voisins dont les réseaux de transport sont tout aussi déficients et sont souvent bloqués en raison de troubles politiques⁵. Les PMA insulaires ont leurs propres problèmes de transport, liés à leur petitesse et à leur éloignement, ainsi qu'au fait qu'il y a d'importantes économies d'échelle dans le secteur des transports⁶. Le sous-développement des infrastructures de transport, outre qu'il limite la compétitivité et perturbe les

exportations, se traduit par une fragmentation du marché national et rend les déplacements prohibitifs pour une grande partie de la population rurale, problème qui est particulièrement aigu dans les PMA d'Afrique subsaharienne⁷.

3. VULNERABILITE ECONOMIQUE

En raison de l'insuffisance des revenus, des capacités de production et des infrastructures, les PMA sont très vulnérables face aux chocs dus à des phénomènes naturels ou à la conjoncture internationale. Ils subissent de nombreuses calamités telles que cyclones, inondations, sécheresses et séismes. On estime qu'entre 1975 et 1999, ils ont subi 1 138 catastrophes naturelles qui ont directement affecté plus de 600 millions de personnes et ont causé près de 16 milliards de dollars de dégâts directs⁸. Certains PMA ont été particulièrement malchanceux pour ce qui est de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles, mais ce qui les pénalise vraiment c'est qu'en raison de leur vulnérabilité économique ces calamités ont pour eux des conséquences socio-économiques beaucoup plus profondes et durables que dans les autres pays. Les paysans pauvres qui ne possédaient que de maigres ressources risquent de ne jamais surmonter les pertes consécutives à une inondation, une sécheresse ou un cyclone. Pour survivre, ils sont obligés d'exploiter de plus en plus un environnement fragile, ce qui risque d'accroître encore leur vulnérabilité. Le moindre caprice des éléments peut prendre des proportions catastrophiques. En outre, les mesures rendues nécessaires par les calamités peuvent absorber une proportion excessive des recettes publiques, au détriment des investissements indispensables pour le développement, ce qui compromet sérieusement leurs perspectives à long terme. La rapidité de la propagation des maladies contagieuses est un autre aspect de la vulnérabilité des PMA; ces maladies prennent souvent des proportions catastrophiques en raison de l'insuffisance de l'hygiène, de l'information et de l'éducation. A cet égard, l'épidémie de SIDA qui touche un grand nombre de PMA d'Afrique subsaharienne est un exemple très parlant⁹.

En raison de l'insuffisance des revenus, des capacités de production et des infrastructures, les PMA sont très vulnérables face aux chocs dus à des phénomènes naturels ou à la conjoncture internationale.

Les PMA sont aussi très vulnérables en cas de forte baisse de leurs recettes d'exportation, due soit à une baisse de la production soit à un fléchissement de la demande ou des prix. Premièrement, comme la gamme de leurs produits d'exportation est très étroite, leurs recettes d'exportation sont beaucoup plus volatiles que celles des autres pays en développement. Leur indice d'instabilité des recettes d'exportation dépasse d'au moins 50% celui des autres pays en développement (tableau 6)¹⁰. Ainsi que nous le verrons dans la prochaine section, l'intensité des chocs extérieurs, mesurée en comparant le montant maximum des pertes de revenu annuel aux ressources qui peuvent être mobilisées pour y faire face, est aussi beaucoup plus élevée dans les PMA que dans les autres pays en développement. Toutefois, comme dans le cas des catastrophes naturelles, ce qui distingue vraiment les PMA des autres pays en développement c'est qu'ils sont très vulnérables du fait que leur structure économique est beaucoup moins diversifiée. Dans les autres pays en développement, lorsque les exportations sont relativement diversifiées, il est beaucoup plus facile de s'adapter à une détérioration des termes de l'échange. Dans le cas des PMA, cette détérioration se traduit non seulement par une réduction des recettes en devises mais a aussi souvent un impact direct sur les recettes budgétaires. En l'absence de financement extérieur compensatoire, cela peut avoir des effets très débilants sur les capacités du secteur public (voir le chapitre 6 consacré à l'efficacité de l'aide).

En bref, nous avons distingué trois grandes caractéristiques des PMA qui ont une incidence majeure sur le problème du financement de leur développement. Premièrement, une grande partie de leur population vit dans des

pays dont le revenu par habitant est très bas et les structures de production sont sous-développées. Deuxièmement, le sous-développement des infrastructures sociales et physiques empêche d'employer de façon efficiente les capacités de production existantes. Troisièmement, ce qui est en grande partie une conséquence des deux premières caractéristiques, les PMA sont très vulnérables face aux chocs extérieurs, qu'ils soient dus aux caprices de la nature ou à la conjoncture internationale. Tous ces facteurs ont une incidence majeure sur l'ampleur des ressources financières nécessaires pour leur développement, sur le montant des ressources intérieures disponibles pour l'investissement et sur les caractéristiques que devrait avoir l'aide extérieure. Commençons par analyser le problème du financement intérieur.

C. Le financement intérieur

1. LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DANS LES PMA

Nous entendons ici par financement du développement la mobilisation de ressources pour l'expansion des capacités de production et pour une meilleure utilisation des capacités existantes. Traditionnellement, on assimile le financement intérieur à l'épargne intérieure brute (ou nette), laquelle est égale au montant brut (ou net) de l'investissement après déduction du solde des financements extérieurs. Cette grandeur est identique à la différence entre le produit intérieur brut (ou net) et les dépenses de consommation. Si l'on ajoute le revenu net des facteurs, on obtient l'épargne nationale. Dans le système classique de comptabilité nationale, l'investissement est égal à l'accroissement du capital physique (capital fixe et variation des stocks), qui est censé mesurer l'accroissement des capacités de production. En général, on analyse l'épargne en faisant une distinction entre épargne privée et épargne publique¹¹. Dans le cas des PMA, il n'existe pas de données ventilées permettant de faire la part de l'épargne privée et de l'épargne publique, et même les statistiques globales de l'épargne nationale ou de l'épargne intérieure dont on dispose sont peu fiables. En effet, comme pour estimer l'épargne on se fonde sur la différence entre deux agrégats relativement importants de la comptabilité nationale, la marge d'incertitude est grande¹². De plus, avant d'analyser les données dont on dispose, il convient de faire quelques réserves au sujet de cette mesure traditionnelle de l'épargne nationale.

Premièrement, la comptabilité nationale classique ne tient compte que de l'amortissement du capital physique et néglige donc les effets de l'épuisement des ressources naturelles et de la dégradation de l'environnement sur la capacité de production. Les travaux en cours au sujet de la comptabilité nationale « verte » visent à remédier à cette déficience¹³. On ne dispose d'aucun chiffre sur l'épuisement des ressources naturelles dans les PMA, mais il est probable que de ce fait l'augmentation des capacités de production y est nettement inférieure que ce que tendrait à indiquer l'investissement net ou épargne intérieure nette. Les données disponibles montrent que dans les PMA l'épuisement des ressources naturelles dû à la déforestation, à la dégradation des sols et à la désertification peut être considérable. De plus, il est probable qu'on surestime le montant de l'investissement et de l'épargne car les dépenses financées par l'aide sont par convention considérées comme des dépenses de développement ou des investissements du secteur public, alors qu'une grande partie sont des dépenses courantes, point sur lequel nous reviendrons au chapitre 6. Ces facteurs peuvent expliquer en grande partie pourquoi la réponse de la production à l'investissement semble très faible dans certains PMA, notamment lorsqu'on fait des régressions entre ces pays¹⁴.

Les mesures traditionnelles de l'investissement et de l'épargne sont aussi déficientes du fait qu'elles ne comptabilisent que la formation de capital physique et ne tiennent pas compte de la formation de capital humain. Dans la littérature économique contemporaine, on considère de plus en plus que le capital humain est un aspect essentiel des capacités de production. Avec les progrès de la technologie, l'éducation devient encore plus importante qu'autrefois et peut beaucoup contribuer à accroître les capacités de production d'un pays. Par conséquent, en ne tenant pas compte de l'investissement dans le capital humain, la définition traditionnelle de l'investissement et de l'épargne aux fins de la comptabilité nationale néglige probablement un aspect important du financement du développement. Il convient d'y inclure une partie des dépenses publiques d'éducation.

Outre l'éducation, qui doit être considérée comme un élément important de l'investissement et de l'épargne, d'autres dépenses sociales nécessaires pour la préservation et l'entretien du stock de capital humain devraient être intégrées dans le financement du développement. Prenons le cas d'un pays, fréquent parmi les PMA, où en raison de l'insuffisance des ressources publiques consacrées à la santé et à l'éducation, une grande partie de la population d'âge actif est débilitee par le SIDA et d'autres maladies infectieuses. Il y a donc une perte, parce que ces personnes ne peuvent pas travailler du tout ou travaillent de façon moins productive, qui devrait être considérée comme une réduction du stock de capital humain. Par conséquent, il convient de considérer les dépenses de prévention et de traitement des maladies, nécessaires pour éviter cette dépréciation, comme un élément du financement du développement¹⁵. Comme dans les pays en développement l'essentiel des dépenses de santé préventive sont des dépenses publiques, il faut considérer une partie des dépenses publiques de santé comme un élément du financement du développement.

Cette définition élargie du financement du développement, qui, outre la création de capacités, intègre les investissements nécessaires pour pouvoir employer de façon efficiente les capacités existantes, inclut encore d'autres catégories de dépenses publiques. Par exemple, les dépenses minimum nécessaires pour l'entretien d'une fonction publique efficace, l'application de la loi et la stabilité des relations sociales doivent être considérées comme des éléments essentiels du financement du développement. En leur absence, tout accroissement des capacités de production physique risque d'être sans effet et les capacités existantes sont sous-employées. Dans un pays où, faute de ressources, l'Etat ne peut pas financer ces éléments essentiels du développement, tandis que différents organismes d'aide multiplient les projets d'investissement créateurs de capacités, il est peu probable que cela se traduise par une augmentation de la production et de la productivité. Au contraire, à long terme, en imposant aux pays de lourdes obligations de remboursement, ce qui détourne encore davantage de ressources indispensables pour mettre en place les conditions du développement, cette aide peut même avoir des effets nocifs. De même, dans les pays qui ont sombré dans l'anarchie ou la violence, il est évident que les gros investissements directs réalisés par les entreprises multinationales pour exploiter les ressources naturelles ne peuvent pas favoriser le développement économique général et risquent même de perpétuer les conflits, comme on l'a vu dans le cas des mines de diamant en Afrique. Il est donc essentiel, dans le financement du développement, d'affecter des fonds suffisants à l'entretien d'une fonction publique efficace. Bien entendu, les dépenses publiques ne doivent pas toutes être considérées comme des dépenses de développement et, pour pouvoir élargir ainsi la définition du financement du développement, il faut partir du principe que la fourniture de services publics est efficiente. Toutefois, là où l'inefficience des dépenses publiques est due principalement à l'insuffisance des ressources, il est indispensable, pour qu'un

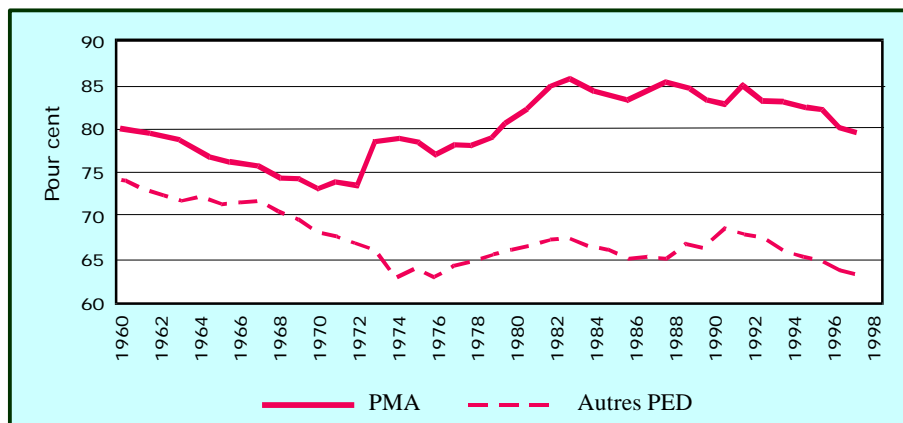
développement économique soit possible, d'accroître les crédits affectés aux services publics.

2. CONSOMMATION PRIVEE ET EFFORT D'EPARGNE

Dans les pays pauvres, où une grande partie de la population vit à la limite de la subsistance, la consommation privée représente une forte proportion du PNB et les ressources disponibles pour investissement sont limitées par la capacité d'épargne. Il est instructif de commencer par comparer l'évolution de la consommation privée dans les PMA et dans les autres pays en développement au cours des 40 dernières années. Le graphique 15 montre l'évolution de la moyenne du ratio consommation/PNB pour les PMA et les autres pays en développement entre 1960 et 1997. On voit que depuis l'écart s'est beaucoup creusé depuis le début des années 70. Tout au long des années 80 et 90, ce ratio a fluctué entre 80 et 85% dans les PMA, soit près de 20% de plus que dans les autres pays en développement. Au cours des deux dernières décennies, il était d'environ 85% dans les PMA d'Afrique et d'Asie; dans les pays insulaires, il était relativement bas dans les années 80 mais il a rapidement augmenté pour dépasser 80% dans les années 90 (tableau 9.A).

Le ratio de consommation a fluctué entre 80 et 85% dans les PMA, soit près de 20% de plus que dans les autres pays en développement

GRAPHIQUE 15 : CONSOMMATION PRIVEE EN POURCENTAGE DU PNB DANS LES PMA ET LES AUTRES PED, 1960-1997 (en pourcentage)



Source : Voir tableaux 9 et 10.

Note : PMA à l'exception des pays insulaires. Moyenne arithmétique

Par définition, la différence entre le PIB et la consommation privée est égale à la somme de l'investissement intérieur, des dépenses publiques et de l'investissement à l'étranger. Nous désignons cette différence par l'expression « ressources intérieures disponibles pour financement » (RIDF). L'analyse de ces ressources, plus que l'analyse de l'épargne au sens habituel, peut être particulièrement féconde dans le cas des PMA. Premièrement, comme nous l'avons vu plus haut, ce qu'on considère comme investissement public dans les PMA comprend souvent d'importantes dépenses récurrentes et, par conséquent, les statistiques de l'épargne peuvent être systématiquement faussées dans des proportions considérables. En revanche, dans le cas des RIDF, les données correspondent de plus près à ce qu'elles sont censées mesurer. Deuxièmement, lorsqu'on n'a pas de données sur l'épargne et les revenus privés, les RIDF permettent d'apprécier les problèmes de financement du développement dans les pays pauvres où une grande proportion de la population vit à la limite de la subsistance¹⁶. Enfin, contrairement à l'épargne, les RIDF sont dans la plupart des pays une grandeur positive et assez stable et elles fournissent donc un point de référence plus utile pour comparer l'importance relative des chocs extérieurs (c'est-à-dire la vulnérabilité) entre différents pays.

TABLEAU 9 : TAUX MOYEN DE CONSOMMATION PRIVÉE ET RESSOURCES FINANCIÈRES NATIONALES DISPONIBLES DANS LES PMA ET LES AUTRES PED, 1960-1997

	<i>PMA d'Afrique</i>	<i>PMA d'Asie</i>	<i>PMA insulaires</i>	<i>Moyenne des PMA^a</i>	<i>Autres PED</i>
A. Consommation privée moyenne en pourcentage du PNB					
1960–1965	77,7	86,6	..	..	72,5
1965–1970	72,3	88,8	..	..	70,5
1970–1975	73,7	90,9	72,7	75,9	65,9
1975–1980	77,6	85,2	78,4	78,6	64,5
1980–1985	83,9	84,2	71,5	81,7	66,6
1985–1990	85,9	85,1	70,9	81,6	65,8
1990–1997	84,6	84,0	80,0	82,2	66,3
B. Ressources intérieures disponibles pour financement en pourcentage du PNB					
1960–1965	22,3	13,4	..	..	27,5
1965–1970	27,7	11,2	..	..	29,5
1970–1975	26,3	9,1	27,3	24,1	34,1
1975–1980	22,4	14,8	21,6	21,4	35,5
1980–1985	16,1	15,8	28,5	18,3	33,4
1985–1990	14,1	14,9	29,1	18,4	34,2
1990–1997	15,4	16,0	20,0	17,8	33,7

Source : Calculs du Secrétariat de la CNUCED, sur la base de Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 1999*.

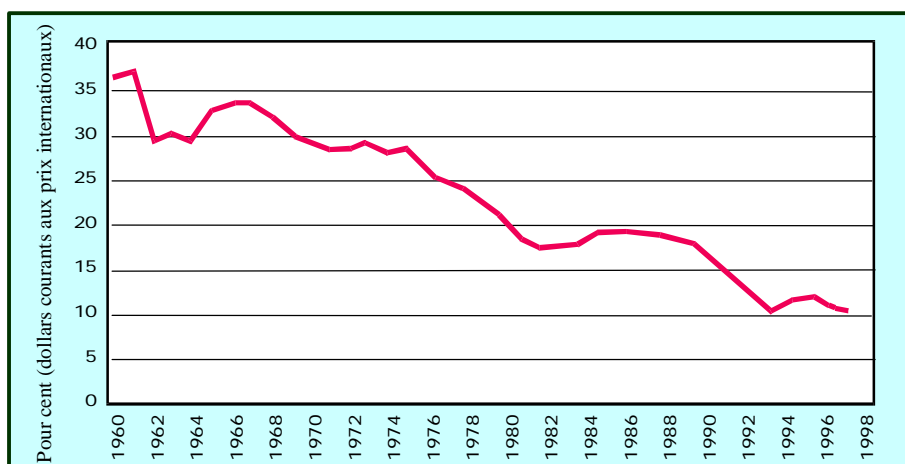
Notes : Moyennes arithmétiques par groupe et par période. Les ressources intérieures disponibles pour financement sont définies dans le texte.

Le ratio consommation privée/PNB montre que dans les PMA les ressources intérieures disponibles pour investissement représentent une proportion beaucoup plus petite du PNB que dans les autres pays en développement. En moyenne, durant les années 80 et 90, le ratio RIDF/PIB a été compris entre 15% (dans les PMA d'Asie et d'Afrique) et 20% (dans les PMA insulaires). Il était d'environ 34% dans les autres pays en développement.

Avant d'analyser les conséquences de ce fait sur le financement du développement, il nous faut approfondir l'étude de certaines des causes fondamentales de cette différence. Premièrement, il faut noter que l'augmentation du ratio de la consommation privée dans les PMA n'est pas due à une croissance rapide de la consommation privée financée par les aides assorties des conditions de faveur, comme certains le soutiennent¹⁷. Au contraire, tant en comparaison avec les autres pays en développement qu'en termes absolus, la consommation par habitant dans les PMA a eu tendance à diminuer. En particulier, durant la période pendant laquelle le ratio de consommation privée a augmenté, la consommation privée, comparée à celle des autres pays en développement, a chuté brutalement, passant de 30% de la moyenne des autres pays en développement à la fin des années 60 à seulement 15% dans les années 90 (graphique 16 et tableau 10). En termes absolus, la consommation privée moyenne par habitant des PMA était moins élevée dans les années 90 que dans les années 60 et 70 (graphique 17). Le déclin a été particulièrement prononcé dans les PMA d'Afrique, tandis que dans les PMA d'Asie le niveau moyen de la consommation par habitant est resté à peu près stable et a même légèrement augmenté dans les années 90, et dans les PMA insulaires il a légèrement progressé au cours des deux dernières décennies (tableau 10). Toutefois, même dans les PMA insulaires, la consommation moyenne par habitant a pris énormément de retard par rapport à celle des autres

Tant en comparaison avec les autres pays en développement qu'en termes absolus, la consommation par habitant dans les PMA a eu tendance à diminuer.

GRAPHIQUE 16 : MOYENNE DE LA CONSOMMATION PRIVEE PAR HABITANT DANS LES PMA, COMPAREE A CELLE DES AUTRES PED, 1960-1997



Source : Voir tableaux 9 et 10.

Note : PMA à l'exception des pays insulaires. Moyenne arithmétique.

TABLEAU 10 : CONSOMMATION PRIVEE MOYENNE PAR HABITANT DANS LES PMA ET LES AUTRES PED, 1960-1997

	<i>PMA d'Afrique</i>	<i>PMA d'Asie</i>	<i>PMA insulaires</i>	<i>Moyenne des PMA^a</i>	<i>Autres PED</i>
A. Consommation privée moyenne par habitant, en dollars constants de 1995					
1960-65	266,5	191,6	..	261,2	711,1
1965-70	292,3	196,7	..	286,6	778,2
1970-75	286,9	172,0	..	277,1	923,7
1975-80	298,6	152,0	460,5	283,1	1056,8
1980-85	275,4	165,6	480,1	265,3	1130,1
1985-90	261,5	185,6	485,3	255,5	1167,8
1990-97	230,9	212,1	507,1	228,9	1256,7
B. Consommation privée moyenne par habitant en pourcentage de la consommation moyenne des autres PED					
1960-65	32,5	34,5	..	32,6	100
1965-70	31,9	34,0	..	32,0	100
1970-75	28,8	23,7	..	28,7	100
1975-80	25,4	15,3	44,1	24,5	100
1980-85	18,7	13,3	30,1	18,7	100
1985-90	18,5	14,8	33,4	19,0	100
1990-97	13,3	11,5	27,2	13,1	100

Source : Calculs du Secrétariat de la CNUCED, sur la base de Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 1999*.

^a Uniquement PMA d'Asie et d'Afrique.

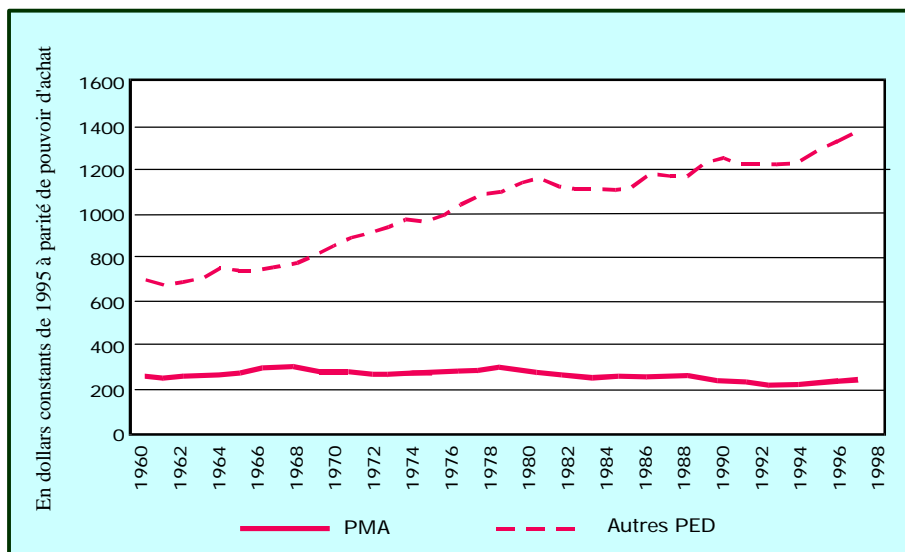
Moyennes arithmétiques par groupe et par période.

Les pourcentages de la partie B du tableau sont calculés en dollars internationaux courants.

pays en développement, puisque la proportion est tombée d'environ 44% à la fin des années 70 à 27% dans les années 90.

Ces deux évolutions contrastées, c'est-à-dire la hausse du ratio de consommation privée et la baisse du niveau de la consommation privée par habitant dans les PMA, s'expliquent toutes deux par l'insuffisance de la crois-

GRAPHIQUE 17 : MOYENNE DE LA CONSOMMATION PRIVEE REELLE PAR HABITANT DANS LES PMA, COMPAREE A CELLE DES AUTRES PED, 1960-1997



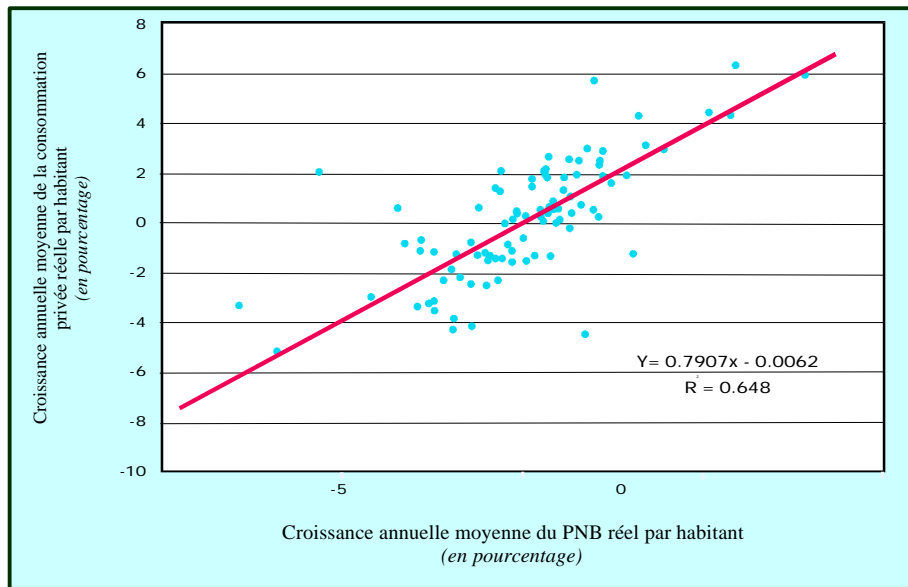
Source : Voir tableaux 9 et 10.

Note : PMA à l'exception des pays insulaires. Moyenne arithmétique.

sance du PNB par habitant, qui a même été négative pendant de longues périodes dans la plupart des pays. Dans les PMA d'Afrique subsaharienne, la rapide augmentation du ratio de consommation privée, associée à une baisse du niveau de la consommation au cours des deux dernières décennies, est corrélée avec la chute du revenu moyen par habitant. De même, le déclin du ratio de consommation privée, parallèlement à une augmentation du niveau de la consommation réelle par habitant, observé dans les PMA d'Asie durant les années 90, a été accompagné d'une croissance du PNB par habitant. Ces corrélations ressortent clairement du graphique 18 qui illustre l'évolution à long terme du taux moyen de croissance annuelle de la consommation privée par habitant et du PNB par habitant dans les PMA durant quatre périodes comprises entre 1960 et 1997¹⁸. La courbe de régression montre qu'il y a une solide corrélation à long terme entre la consommation privée et les revenus et que l'élasticité-revenu de la consommation est d'environ 0,8¹⁹. En d'autres termes, lorsque les revenus par habitant augmentent dans les PMA, la consommation réelle par habitant augmente elle aussi, mais le ratio de consommation diminue, c'est-à-dire que le ratio de RIDF augmente²⁰. Cela implique aussi que lorsque le revenu par habitant augmente, les RIDF, en termes réels par habitant, progressent encore plus vite. Au niveau actuel, c'est-à-dire lorsque les RIDF représentent environ 20% du PNB, l'élasticité-revenu des RIDF réelles par habitant est égale à un peu moins de 2, ce qui veut dire que si le PNB réel par habitant augmente de 1%, les RIDF augmentent de 2%.

On voit donc que l'effort de développement des PMA, c'est-à-dire leur propension à épargner lorsque leur revenu augmente, est considérable. On obtient une conclusion similaire si l'on se fonde sur la définition traditionnelle de la propension à l'épargne, comme nous le verrons dans l'annexe du présent chapitre. Les estimations économétriques récapitulées dans cette annexe montrent que la propension marginale à épargner est plus élevée dans les PMA que dans les autres pays en développement. En effet, si dans les PMA une hausse de 20 dollars du revenu par habitant se traduit par une augmentation de 1% du ratio d'épargne intérieure, dans les autres pays en développement, pour une augmentation proportionnellement équivalente du revenu par habitant (cent

GRAPHIQUE 18 : RELATIONS ENTRE LA CROISSANCE DE LA CONSOMMATION PRIVÉE ET LA CROISSANCE DU PNB DANS LES PMA DURANT LES ANNEES 70, 80 ET 90 (PAR HABITANT, EN TERMES REELS)



Notes : Tendances moyennes décennales durant les années 70, 80 et 90.

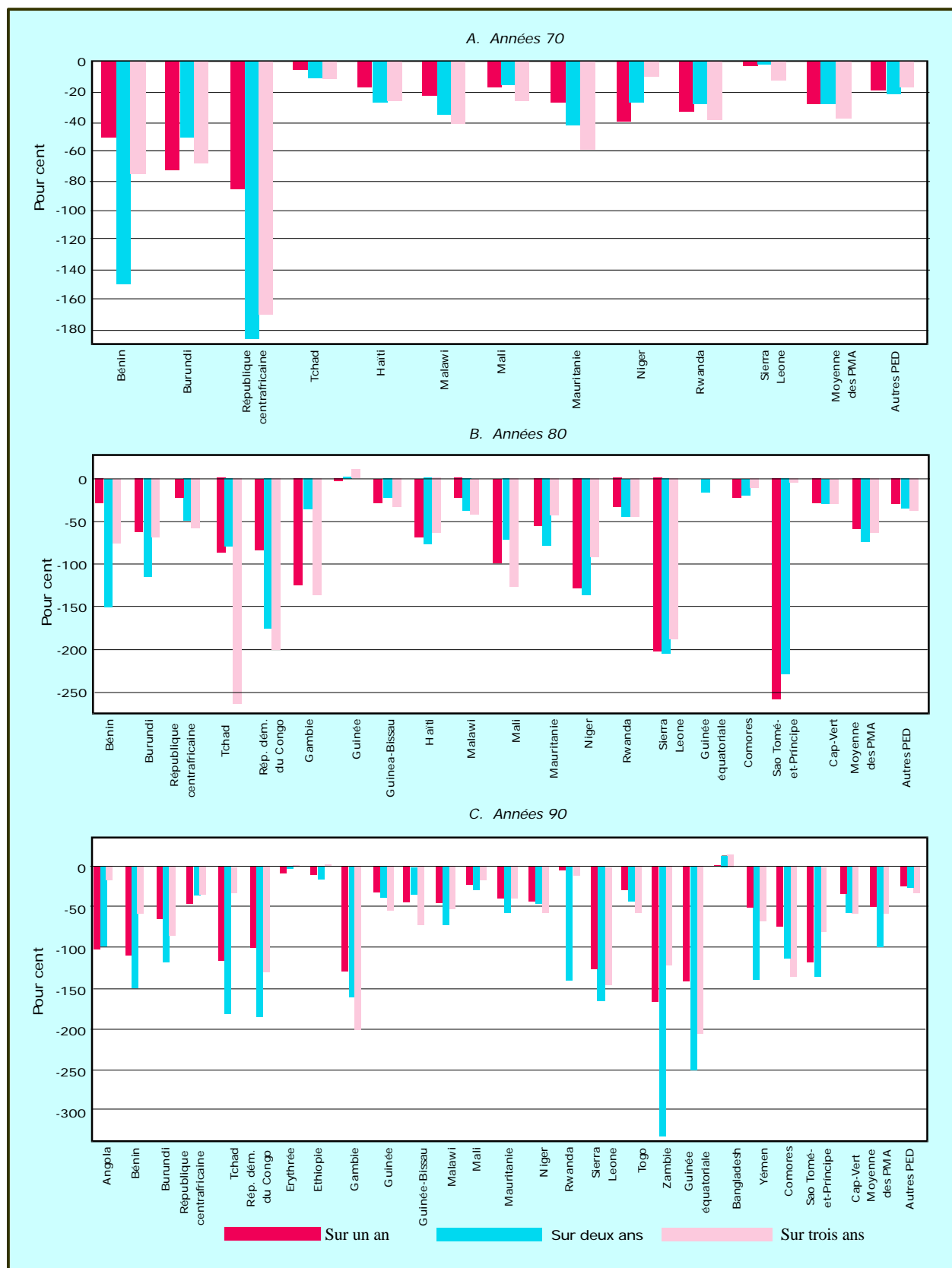
dollars), le taux d'épargne intérieure n'augmente que de 0,44%. Il est donc clair que s'ils réussissaient à obtenir une croissance suffisante de leur revenu par habitant, les PMA pourraient assez rapidement entrer dans un processus de croissance auto-entretenu. Leur crise financière actuelle ne semble pas être due à une insuffisance de la propension à épargner, mais essentiellement à une longue période de stagnation ou de déclin du revenu par habitant. Comme le montrent les points d'inflexion des courbes des figures 15 et 16, la crise de la croissance et du financement des PMA remonte à la première moitié des années 70. Durant cette période, les PMA, de même que les autres pays en développement, ont subi des chocs extérieurs considérables, dus à une grave détérioration des termes de l'échange, à un déclin des volumes d'exportation lié à la récession mondiale et à une hausse des taux d'intérêt dans les pays industriels. En outre, pour la plupart des exportateurs de produits primaires, ces chocs ont été le début d'une longue période de détérioration des termes de l'échange qui dure encore aujourd'hui. Enfin, depuis le début des années 70, les termes de l'échange des revenus des pays en développement se sont de plus en plus dégradés et, dans le cas des PMA, cela a exercé des pressions considérables sur les ressources disponibles.

La crise financière actuelle que traversent les PMA ne semble pas être due à une insuffisance de la propension à épargner, mais essentiellement à une longue période de stagnation ou de déclin du revenu par habitant.

D. Chocs extérieurs et vulnérabilité

Le graphique 19 montre l'ampleur de la détérioration maximale des termes de l'échange sur un an au cours des trois dernières décennies, comparée aux ressources intérieures disponibles pour financement (RIDF), dans un certain nombre de PMA²¹. Il donne aussi le ratio médian pour les PMA et les autres pays en développement. La dégradation des termes de l'échange est mesurée par la perte de revenu annuel et, pour mettre en évidence les effets persistants de ces chocs, nous avons aussi indiqué dans le graphique 19 les pertes de revenu maximales sur deux et trois ans²². On peut voir que, par rapport au montant de leurs RIDF, les PMA ont subi en moyenne des chocs extérieurs beaucoup plus rudes que les autres pays en développement, l'impact étant à peu près le double dans les plus mauvaises années.

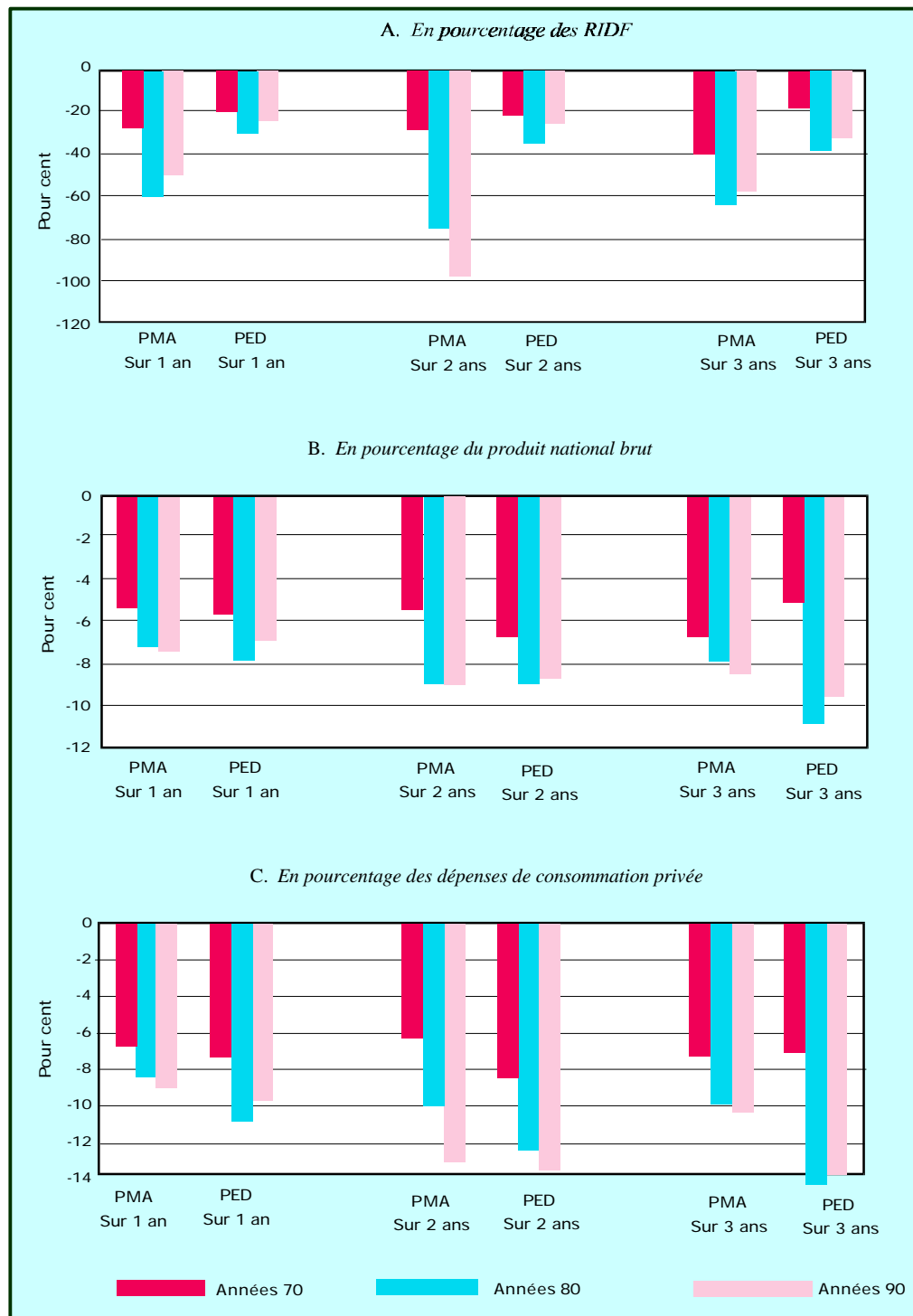
GRAPHIQUE 19 : DETERIORATION MAXIMALE DES TERMES DE L'ÉCHANGE EN POURCENTAGE DES RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES POUR FINANCEMENT (RIDF) DURANT LES ANNEES 70, 80 ET 90



Source et méthodes : Voir texte.

Si cet impact est beaucoup plus élevé dans les PMA, c'est essentiellement à cause du degré d'ouverture de leur économie, rapporté au niveau des RIDF. En effet, si l'on prend comme base de comparaison le PIB ou la consommation privée, les effets maximum des dégradations des termes de l'échange sont à peu près du même ordre dans les PMA et dans les autres pays en développement (graphique 20).

GRAPHIQUE 20 : DETERIORATION MAXIMALE DES TERMES DE L'ECHANGE DES REVENUS EN POURCENTAGE DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR FINANCEMENT, DU PNB ET DE LA CONSOMMATION PRIVEE POUR LA MEDIANE DES GROUPES DE PMA ET D'AUTRES PED DANS LES ANNEES 70, 80 ET 90



Source et méthodes : Voir texte.

En outre, comme le montant des RIDF, qui sert de point de référence, a eu tendance à diminuer, l'impact des chocs extérieurs, mesuré par le rapport entre la dégradation des termes de l'échange des revenus et les RIDF, a beaucoup augmenté, comme le montre le graphique 19. Dans le cas de nombreux PMA, les pertes de revenu à court terme dues à la dégradation des termes de l'échange dans les années 80 sont considérables. Par exemple, dans huit des 28 PMA pour lesquels on dispose de données, les pertes de revenu maximales sur un an ont dépassé 100% des RIDF. Dans 14 des 24 PMA pour lesquels on dispose de données, les pertes de revenu maximales à deux ans ont également dépassé cette proportion. Il importe de souligner que ces chocs extérieurs ont souvent des effets persistants, c'est-à-dire que les pertes maximales de revenu sont souvent plus importantes à deux et trois ans qu'à un an. En outre, comme nous l'avons vu à la section précédente, ces pays subissent des chocs extérieurs beaucoup plus fréquents que les autres pays en développement.

Les autres pays en développement, dans lesquels le niveau des RIDF, du revenu par habitant et de la consommation privée sont plus élevés, et les exportations sont plus diversifiées, ont mieux pu amortir ces chocs extérieurs, mais, comme nous le verrons plus loin, ils ont dû eux aussi faire largement appel à des ressources extérieures. Quant aux PMA, comme la consommation privée est à la limite du niveau de subsistance et les ressources disponibles pour financement sont très maigres, il leur serait certainement impossible de faire face à ces chocs sans une aide financière généreuse et rapide. En l'absence de cette aide, les tensions résultant de ces chocs se traduiraient inévitablement par une accélération de l'inflation, une aggravation du déficit budgétaire, un rationnement des devises, une augmentation de la prime de change sur le marché noir et une contraction du commerce extérieur²³. Pour éviter cette instabilité, il faut non seulement que les ressources extérieures disponibles soient suffisantes, mais aussi qu'elles soient décaissées à temps et que les mécanismes de distribution et de contrôle soient adaptés à la situation. Dans la section suivante, nous commencerons par analyser l'ampleur relative des flux de ressources extérieures et la nature des besoins de financement extérieur des PMA.

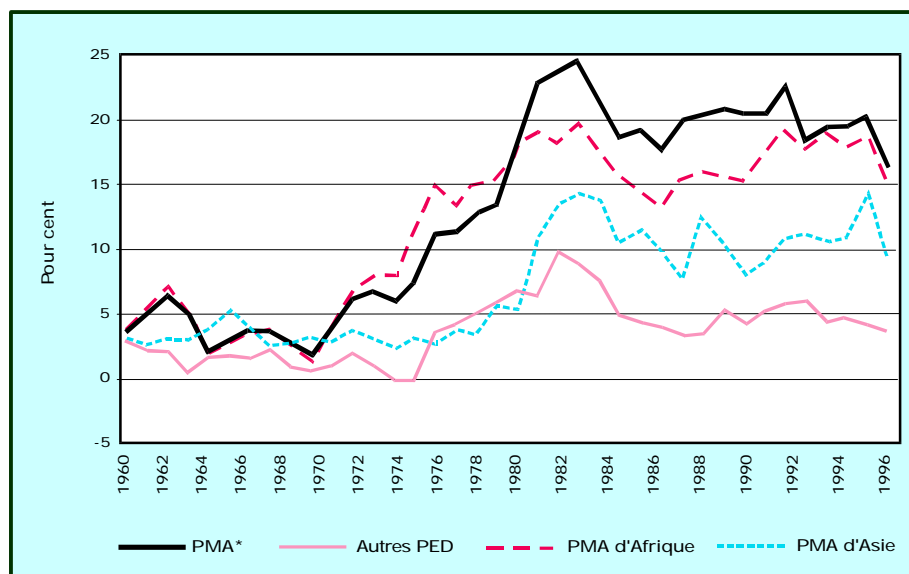
E. Flux de ressources extérieures et besoins de financement

Vu le faible niveau des ressources intérieures disponibles pour financement, du revenu par habitant et de la consommation privée, et la vulnérabilité face à des chocs extérieurs fréquents et importants, il n'est pas étonnant que les PMA soient très tributaires des financements extérieurs. Comme le montre le graphique 21, en moyenne le financement extérieur a représenté environ 20% de leur PIB depuis le début des années 80. Dans le cas des PMA d'Afrique, la moyenne a fluctué entre 15 et 20% et dans le cas des pays d'Asie elle a été de l'ordre de 10%. La crise du financement des PMA a commencé dans les années 70. Le graphique 21 montre que c'est durant cette période que le recours au financement extérieur, aussi bien dans les PMA que dans les autres pays en développement, a fortement augmenté. Avec la crise de la dette du début des années 80, le ratio financement extérieur/PIB s'est stabilisé aux alentours de 5% dans les autres pays en développement et de 20% dans les PMA. Il y a évidemment de grands écarts entre les différentes sous-catégories de PMA.

En moyenne le financement extérieur des PMA a représenté environ 20% de leur PIB depuis le début des années 80.

Comme le montre le tableau 11, dans les PMA insulaires, l'économie est extrêmement tributaire de ressources extérieures et le déficit de financement dépasse 40% du PIB en moyenne. Dans ces pays, l'apport de ressources extérieures dépasse largement l'investissement intérieur brut et les dépenses de

GRAPHIQUE 21 : DEFICIT DE RESSOURCES EXTERIEURES EN POURCENTAGE DU PNB DANS LES PMA ET LES AUTRES PED



Source : Calculs du Secrétariat de la CNUCED, sur la base de Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2000*.

Note : Le déficit de ressources extérieures est égal au déficit des transactions courantes à l'exclusion des transferts officiels.

*Y compris les PMA insulaires. Moyennes arithmétiques.

TABLEAU 11 : DEFICIT DE RESSOURCES EXTERIEURES RAPPORTE A L'INVESTISSEMENT, AUX DEPENSES PUBLIQUES, AUX DEPENSES PUBLIQUES HORS INVESTISSEMENT ET AU PIB DANS LES PMA ET LES AUTRES PED, 1980-1998

	<i>PMA d'Afrique</i>	<i>PMA d'Asie</i>	<i>PMA insulaires</i>	<i>Moyenne des PMA</i>	<i>Autres PED</i>
Pourcentage de l'investissement intérieur brut					
1980-85	99,3	55,8	117,6	101,8	27,8
1985-90	85,5	53,6	123,6	94,6	16,5
1990-95	93,5	44,4	133,0	92,5	21,2
1995-98	82,7	41,7	124,7	79,3	22,5
Pourcentage du total des dépenses publiques					
1980-85	70,5	75,4	121,2	86,2	24,5
1985-90	57,6	52,3	111,1	72,2	14,0
1990-95	72,2	43,3	97,5	75,1	19,7
1995-98	61,9	43,6	84,0	62,0	21,4
Pourcentage des dépenses publiques hors investissement					
1980-85	104,4	118,9	146,7	116,7	41,1
1985-90	101,1	101,5	144,8	113,4	22,6
1990-95	109,2	85,2	193,1	119,4	32,8
1995-98	117,4	89,7	211,5	123,0	37,6
Pourcentage du PIB					
1980-85	17,1	13,0	42,7	21,6	6,9
1985-90	14,9	10,2	42,7	19,6	3,7
1990-95	17,5	9,9	48,7	19,9	5,0
1995-98	17,2	10,8	42,1	18,1	5,5

Source : Calculs du Secrétariat de la CNUCED sur la base de Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2000*.

Note : Moyennes arithmétiques par groupe et par période.

consommation publique. Comme nous l'expliquons dans l'encadré 1, cela est dû à des caractéristiques spécifiques des petits pays insulaires. Toutefois, même dans les PMA d'Afrique et d'Asie, où la part des ressources extérieures dans le PIB est beaucoup moins grande, l'investissement et les processus budgétaires sont manifestement très influencés par ces ressources. Dans le cas des PMA d'Afrique subsaharienne, le déficit de financement extérieur a représenté en moyenne entre 80 et près de 100% de l'investissement intérieur brut entre 1980 et 1998, tandis que dans le cas des PMA d'Asie cette proportion a fluctué entre 40 et 55%. De même, les ressources extérieures ont représenté entre 60 et 70% du total des dépenses publiques dans les PMA d'Afrique subsaharienne et entre 40 et 75% des dépenses publiques dans les PMA d'Asie (tableau 11). Il y a des écarts considérables entre les pays autour de ces moyennes, mais celles-ci montrent bien à quel point tous les PMA sont tributaires des ressources extérieures, et la spécificité des PMA comparés aux autres pays en développement.

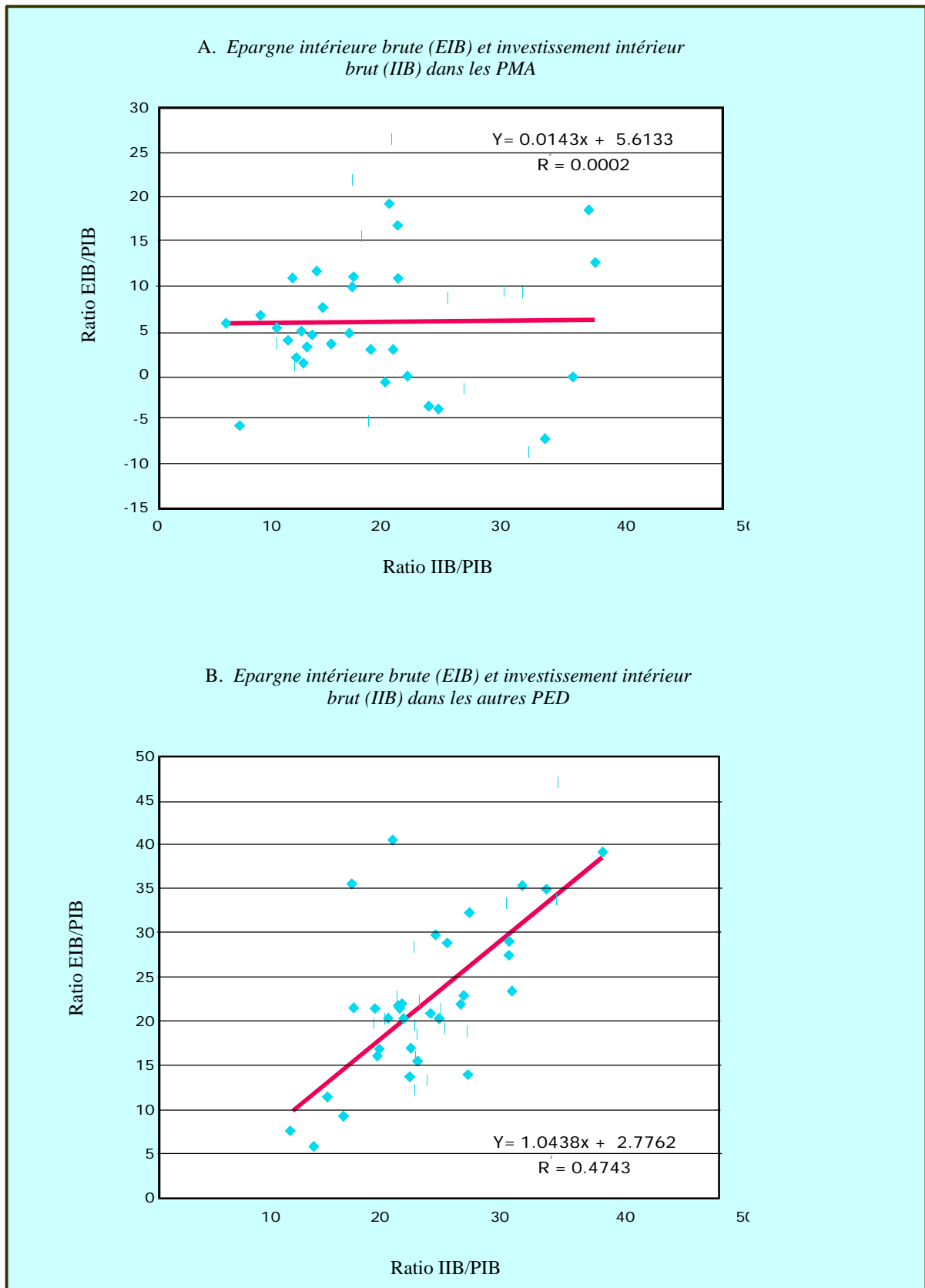
ENCADRÉ 1 : BESOINS DE RESSOURCES EXTÉRIEURES DES PMA INSULAIRES*

Les PMA insulaires, dans lesquels les ressources extérieures représentent en moyenne plus de 40% du PIB, sont parmi les pays les plus tributaires de l'aide. En outre, comme le montrent les courbes E et F du graphique 23, le taux d'investissement et la part des dépenses publiques dans le PIB y sont très élevés. Cela résulte directement des caractéristiques des économies insulaires, examinées à la section B, en raison desquelles ces pays ont de grandes difficultés de balance des paiements. Étant très petits et n'ayant que peu de ressources naturelles, la plupart de ces pays sont très tributaires de l'importation pour leur consommation et leur production. S'ils ne peuvent pas offrir des produits d'exportation dont la valeur est élevée par rapport au coût du transport et de la main-d'œuvre locale, ils risquent de toujours dépendre de ressources extérieures pour financer le déficit de leur balance des paiements, même s'ils se contentent d'un niveau de vie modeste. Les apports de ressources extérieures permettent d'accroître l'investissement et les dépenses publiques sans sacrifier la consommation privée. La question de l'optimisation de l'allocation des ressources entre l'investissement, la consommation privée et les services publics doit être analysée au cas par cas. Un des objectifs essentiels de cette allocation doit être de renforcer les capacités d'exportation pour créer une économie viable et, à terme, autonome. Les Maldives et le Cap-Vert, ainsi que dans une certaine mesure Samoa et Vanuatu, ont assez bien réussi, en misant sur l'industrie touristique. Toutefois, cette option n'est pas offerte à tous les pays insulaires. De façon générale, il semble judicieux pour ces pays de consacrer une grande partie de leur effort de développement à l'éducation. En raison de l'importance croissante des industries et des services fondés sur la connaissance, de la rapide expansion des réseaux mondiaux de télécommunications et de la diffusion de l'informatique, ces pays pourraient trouver de nouvelles sources de revenu s'ils parviennent à se doter des compétences et des infrastructures nécessaires. Les pays insulaires sont très exposés à l'exode des cerveaux, mais le fait d'avoir une main-d'œuvre qualifiée qui vit et travaille à l'étranger mais garde des liens avec le pays peut être bénéfique. S'ils réussissent à atteindre la masse critique de personnes instruites qui est nécessaire, ces pays pourraient trouver des activités d'exportation rentables fondées sur l'exploitation des nouvelles technologies, mais la plupart d'entre eux n'y sont pas encore parvenus.

* La liste des PMA insulaires employée pour les analyses statistiques est donnée à la note 1.

Le fait que les PMA soient beaucoup plus tributaires du financement extérieur n'est pas seulement une différence quantitative entre eux et les autres pays en développement. Comme nous le verrons dans d'autres chapitres, il y a aussi une importante différence qualitative dans les mécanismes qui régissent l'accumulation et la fourniture des services publics, laquelle a une incidence majeure sur l'efficacité de l'utilisation des ressources et le potentiel global de développement. Le graphique 22, qui illustre l'évolution à long terme de l'investissement et de l'épargne dans les PMA et les autres pays en développement, aide à mieux comprendre ces relations. Comme le montre la figure 22(b), la relation à long terme entre l'épargne et l'investissement dans les autres pays en développement a la forme familière décrite par exemple par Feldstein et Horioka (1980) pour différents types de pays, notamment ceux de

GRAPHIQUE 22 : RELATIONS A LONG TERME ENTRE LE TAUX D'EPARGNE ET LE TAUX D'INVESTISSEMENT DANS LES PMA ET LES AUTRES PED, 1970-1997



l'OCDE : il y a une forte corrélation entre le taux d'épargne et le taux d'investissement, que certains ont interprétée comme un signe montrant que la mobilité internationale des capitaux n'est pas parfaite²⁴.

Toutefois, comme le montre la figure 22 a), dans les PMA cette corrélation n'existe pas. Cela met en évidence deux aspects importants du processus d'accumulation dans ces pays. Premièrement, l'investissement est déterminé plus par l'apport de ressources extérieures que par des processus internes. Deuxièmement, les liens entre investissement, croissance et épargne sont rompus. Dans les autres pays en développement, si l'épargne augmente, cela accélère la croissance et entraîne une augmentation du taux d'épargne, alors que dans de nombreux PMA cet enchaînement paraît brisé. Le point de rupture le plus probable est le lien entre l'investissement et la croissance car, comme nous l'avons vu à la section précédente, les données disponibles tendraient à montrer que le lien entre la croissance et l'épargne dans les PMA est relativement solide. Le problème central que pose le financement du développement des PMA semble donc être l'inefficience du processus d'accumulation, très influencé par les ressources extérieures.

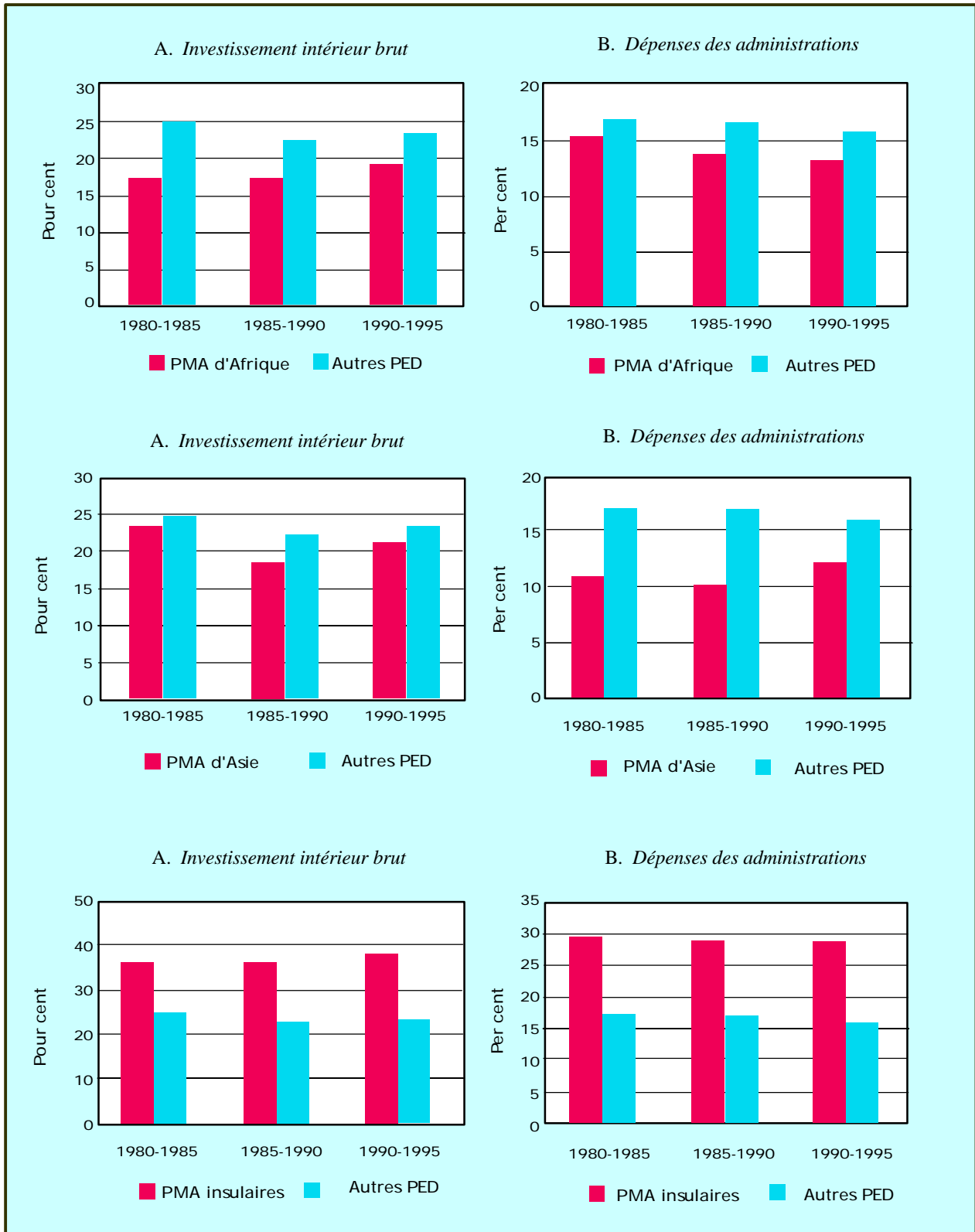
Avant d'étudier la question de l'efficience de l'utilisation des ressources, il peut être utile d'examiner si ces ressources sont suffisantes, c'est-à-dire si les ressources intérieures et extérieures disponibles pour financer le développement répondent aux besoins minimums du développement des PMA. Il n'est pas facile de répondre à cette question, car il est difficile de déterminer avec précision le montant minimum des ressources financières nécessaires pour le développement, et ce montant dépend lui-même de l'efficience de l'emploi des ressources. De plus, ce genre de question doit être analysé au cas par cas. Néanmoins, il peut être instructif de se poser la question en termes relatifs, c'est-à-dire en comparant le niveau effectif de l'investissement et des dépenses publiques des PMA avec ce qui peut être considéré comme la norme dans les pays en développement les plus dynamiques. Cette analyse pourrait aider à déterminer dans quelle mesure la rupture des liens entre investissement, croissance et épargne dans les PMA est due à une insuffisance première de l'investissement. Pour faire une distinction entre la question des besoins et celle de l'efficience, on peut commencer par une analyse statique dans laquelle on postule que l'efficience de l'emploi des ressources dans les PMA est donnée.

Pour le taux d'investissement, on peut assez facilement comparer la moyenne des autres pays en développement et celle des PMA. Par contre, pour comparer les dépenses publiques de consommation, il faut choisir un groupe de référence plus sélectif, car le taux de dépenses publiques augmente normalement avec le niveau de développement (loi dite de Wagner). C'est pourquoi, nous avons retenu comme groupe témoin un échantillon de pays ayant un revenu par habitant similaire à celui des PMA. Nous avons comparé les taux d'investissement et de dépenses publiques des PMA d'Afrique, d'Asie et insulaires à ceux des autres pays en développement (voir graphique 23). On constate que dans les PMA d'Afrique et d'Asie, ces deux grandeurs sont nettement inférieures à la moyenne observée dans les pays en développement sur toute la période 1980-1995. Dans les PMA insulaires, les taux d'épargne et de dépenses publiques sont plus élevés que la moyenne, mais comme nous l'avons montré dans l'encadré 1, les PMA insulaires sont un cas à part.

Malgré l'importance des financements extérieurs, à aucun moment durant les deux dernières décennies les PMA d'Asie et d'Afrique n'ont réussi à atteindre le taux d'investissement et de dépenses publiques moyen des autres pays en développement. Comme, ainsi que nous l'avons vu dans la première partie de ce chapitre, dans les PMA les besoins d'investissement brut sont

Malgré l'importance des financements extérieurs, à aucun moment durant les deux dernières décennies les PMA d'Asie et d'Afrique n'ont réussi à atteindre le taux d'investissement et de dépenses publiques moyen des autres pays en développement.

GRAPHIQUE 23 : MOYENNE DE L'INVESTISSEMENT INTERIEUR BRUT ET DES DEPENSES DE CONSOMMATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN POURCENTAGE DU PIB DANS LES PMA D'AFRIQUE, LES PMA D'ASIE ET LES PMA INSULAIRES, COMPAREE A CELLES DES AUTRES PED, 1980-1995



Source : Calculs du Secrétariat de la CNUCED, sur la base de Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2000.

exceptionnellement élevés (notamment à cause de l'épuisement rapide des ressources naturelles, de l'érosion du capital humain dû à des maladies comme le SIDA, du sous-développement des infrastructures socio-économiques et de la vulnérabilité face aux chocs extérieurs), cela peut expliquer en partie leur stagnation.

On peut aussi étudier la question des besoins en ressources extérieures en déterminant le montant nécessaire pour atteindre certains objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté. Par exemple, il importe de se faire une idée des ressources extérieures dont les PMA d'Asie et d'Afrique auraient besoin pour atteindre des objectifs internationaux comme celui de réduire le taux de pauvreté de moitié d'ici à 2015. Se fondant sur ses estimations de l'élasticité-croissance de la pauvreté en Afrique, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) (1999) a cherché à estimer le taux de croissance, et donc d'investissement, nécessaire pour atteindre cet objectif. Dans le cas des pays d'Afrique subsaharienne (parmi lesquels on compte 32 PMA), il faudrait un taux de croissance moyen du PIB supérieur à 7% par an. Compte tenu du niveau actuel de la propension à épargner et de l'efficacité des investissements, la CEA estime que, pour atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté de l'OCDE, il faudrait au moins doubler le taux d'investissement et donc l'apport de ressources extérieures (CEA, 1999 : 25-37).

Bien entendu, ces projections sont très sensibles aux postulats faits en ce qui concerne l'efficacité de l'investissement et le taux d'épargne. La CNUCED (2000b), se fondant sur différentes hypothèses du taux marginal d'épargne et de l'efficacité de l'investissement, estime que, pour que l'Afrique subsaharienne puisse échapper au piège de la pauvreté et obtenir durablement un taux de croissance de 6% par an, il faudrait accroître de 50 à 150% les flux de ressources extérieures. Ces chiffres moyens sont probablement valables pour la plupart des PMA d'Afrique et d'Asie qui ont un taux d'épargne insuffisant et sont prisonniers du piège de la pauvreté.

Cette analyse ne signifie pas, évidemment, qu'il y a une corrélation parfaite entre les flux de ressources extérieures et l'investissement et les services publics. Nous devons faire une analyse plus dynamique, en abandonnant le postulat que le montant des ressources intérieures disponibles pour financement est fixe. Dans cette analyse dynamique, on peut très bien imaginer une situation dans laquelle des ressources extérieures moins importantes, mais employées plus efficacement, pourraient permettre de créer un environnement plus propice à l'investissement, stimuler la croissance de l'investissement et les gains de productivité et libérer davantage de ressources intérieures. Cela semble être ce qui s'est produit dans les autres pays en développement. Par conséquent, dans une perspective dynamique et à long terme, l'efficacité de l'emploi des ressources devient essentielle.

Toutefois, dans la mesure où le niveau de l'investissement lui-même a une influence sur l'efficacité de l'emploi des ressources, l'analyse des besoins peut aussi aider à expliquer pourquoi dans les PMA les ressources paraissent employées de façon inefficace, par exemple lorsque l'efficacité d'un projet dépend de la réalisation parallèle d'autres projets complémentaires. Ainsi, l'efficacité de la vulgarisation agricole dépend beaucoup du niveau de l'investissement dans les réseaux de transport et d'irrigation. De même, il se peut que le niveau de l'investissement soit suffisant mais qu'en raison de problèmes de financement les services publics complémentaires restent déficients, ce qui se répercute sur l'efficacité de l'investissement. Ce problème peut être particulièrement aigu lorsqu'on sous-estime les besoins financiers du secteur public en période de réforme économique fondamentale. Comme en

moyenne les taux d'investissement et de dépenses publiques des PMA d'Asie et d'Afrique au cours des dernières décennies ont toujours été inférieurs à ceux des autres pays en développement, on peut penser que l'efficacité de l'investissement a sérieusement pâti de l'insuffisance des ressources affectées à l'investissement.

F. Conclusions

On peut tirer de ce chapitre trois grandes conclusions. Premièrement, la propension marginale à épargner et, de façon plus générale, la propension marginale à accroître les ressources intérieures disponibles pour financement (RIDF) rapportées au revenu par habitant est assez élevée dans les PMA. Néanmoins, le niveau et le taux de croissance des RIDF sont insuffisants, ce qui est dû essentiellement au fait que le revenu par habitant est très bas et augmente lentement. Par conséquent, la crise du financement intérieur des PMA est due bien davantage à l'insuffisance des revenus et de la croissance qu'à une propension excessive à consommer. La lenteur de la croissance économique des PMA est liée à la fois à l'insuffisance du taux d'investissement et à la faible efficacité de l'emploi des ressources.

Deuxièmement, en dépit de la maigreur des RIDF, les PMA ont réussi à accroître quelque peu le niveau de leurs investissements, en recourant largement au financement extérieur. Néanmoins, dans les PMA d'Afrique et d'Asie, les ratios d'investissement et de dépenses publiques (rapportés au PIB) restent très inférieurs à la moyenne observée dans les autres pays en développement, ce qui indique que le financement extérieur est insuffisant. Compte tenu des besoins spécifiques des PMA, cela a entraîné un grave sous-investissement, lequel peut avoir eu lui-même des effets négatifs sur l'efficacité des investissements.

Troisièmement, le coût des chocs extérieurs subis par les PMA, en termes de perte de revenus, représente souvent plusieurs fois le montant des ressources que ces pays peuvent mobiliser sur le plan intérieur pour y faire face. Cela a des conséquences importantes en ce qui concerne les besoins de ressources extérieures, l'utilisation de ces ressources et le moment auquel ces ressources sont fournies. En outre, cela jette des doutes sur la validité de la méthode habituelle consistant à traiter des variables telles que le déficit budgétaire, l'inflation et le degré d'ouverture au commerce comme des variables exogènes dans le cas particulier des PMA. En effet, dans ces pays, il est probable que ces variables sont elles-mêmes les effets de processus déclenchés par des chocs extérieurs dont l'impact dépasse largement les maigres ressources que l'Etat peut mobiliser pour y faire face.

Nous avons bien montré dans ce chapitre que les processus d'accumulation et de gestion budgétaire dans les PMA sont déterminés bien davantage par les financements extérieurs que par les ressources d'origine intérieure. Comme les PMA sont très vulnérables face aux chocs extérieurs et très tributaires de ressources étrangères, leur politique économique est soumise à de fortes contraintes. Pour mieux comprendre les options qui s'offrent à eux, il importe donc d'analyser le mécanisme de distribution des ressources extérieures et les critères ayant pu déterminer l'allocation de ces ressources. Les problèmes liés à l'inefficacité de l'investissement dans les PMA ne sont pas dus uniquement à l'insuffisance de l'investissement, comme nous l'avons vu dans ce chapitre. Pour mieux les comprendre, nous devons analyser la question de la maîtrise et de l'allocation des ressources financières extérieures. A cet effet, il est utile de commencer par analyser les sources de financements extérieurs des PMA et des autres pays en développement. Cela fera l'objet du prochain chapitre.

L'efficacité de l'investissement a sérieusement pâti de l'insuffisance des ressources qui y ont été affectées.

Les processus d'accumulation et de gestion budgétaire dans les PMA sont déterminés bien davantage par les financements extérieurs que par les ressources d'origine intérieure.

ANNEXE DU CHAPITRE PREMIER :

ESTIMATION ÉCONOMÉTRIQUE DES FACTEURS QUI DÉTERMINENT L'ÉPARGNE DANS LES PMA

La présente annexe, fondée sur Hussein (2000), donne les résultats d'une estimation de la fonction d'épargne intérieure dans 18 PMA sur la période 1968-1996. Le modèle emploie une régression du ratio épargne intérieure/PIB (DS) par rapport au PIB réel par habitant (Y), à la croissance du PIB réel par habitant (g), à la croissance démographique (pop), au ratio exportations/PIB (EX), à l'inflation () et au ratio crédit privé/PIB (CR), pris comme indicateur de développement du marché financier. Pour calculer l'épargne intérieure brute, on utilise la différence entre le PIB et la consommation totale. Les variables explicatives employées sont les variables habituelles de la littérature consacrée à la fonction de l'épargne dans les pays en développement, qui ont différents fondements théoriques (voir par exemple Schmidt-Hebbel, Webb et Corsetti, 1992; Schmidt-Hebbel, Serven et Solimano, 1996 ; Edwards, 1996 ; Hussein et Thirlwall, 1999).

Avant d'analyser les résultats, plusieurs mises en garde s'imposent. Premièrement, les statistiques de l'épargne dans les pays en développement, et en particulier dans les PMA, ne sont pas très précises, ce qui ressort clairement de la comparaison entre l'ampleur des erreurs de mesure du PIB (écart entre les revenus et les dépenses, d'après les données de la Banque mondiale), et l'estimation de l'épargne des pays en développement. Deuxièmement, alors que l'essentiel de la théorie économique se concentre sur l'épargne privée, ici comme dans la plupart des études consacrées aux pays en développement, nous estimons l'épargne globale, car on ne dispose pas de données ventilées entre épargne privée et épargne publique. Troisièmement, les coefficients estimés au moyen de données intertemporelles sont probablement faussés parce que l'hétérogénéité, en particulier pour ce qui concerne la pente et la dynamique, n'est pas suffisamment prise en compte. C'est pourquoi il convient d'interpréter avec prudence les résultats de ces estimations, comme ceux de toute analyse fondée sur une régression de données intertemporelles.

Pour décider s'il était préférable d'employer la méthode ordinaire des moindres carrés, la méthode des effets fixes ou la méthode des effets aléatoires, nous avons fait deux tests, ceux de Breusch-Pagan et de Hausman. Celui de Breusch-Pagan invalide la méthode des moindres carrés ordinaire, ce qui signifie que les deux autres méthodes sont préférables. Le test de Hausman montre que le modèle fondé sur les effets fixes donne de meilleurs résultats que celui fondé sur les effets aléatoires. Par conséquent, nous avons employé les résultats du modèle fondé sur des effets fixes, qui intègre les effets spécifiques (par pays) dans le choix de l'ordonnée à l'origine. Pour tenir compte de l'endogénéité de l'épargne intérieure et d'autres variables explicatives telles que le taux de croissance, nous employons les variables indépendantes avec un décalage. Les estimations, pour les 18 PMA pour lesquels on dispose de données, sont les suivantes ^a :

$$(1) \quad DS = -12,86 + 0,05 Y + 0,06 g + 0,41 \text{ pop} - 0,26 CR + 0,31 EX + 0,004$$

$$(-5,16)** (5,83)** (1,75) (1,42) (-4,22)** (5,78)** (1,65)$$

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,56 \text{ Nombre d'observations} = 504 \text{ Erreur type de régression} = 6,18$$

L'équation (1) montre que le revenu réel est une importante variable explicative du comportement de l'épargne.

Si le revenu par habitant augmente de 20 dollars, le taux d'épargne intérieure augmente de 1%. Nous avons appliqué le même modèle à un échantillon de 42 autres pays en développement (les résultats ne sont pas donnés ici)^b, et constaté que la propension marginale à épargner est beaucoup plus forte dans les PMA. Dans ces 42 pays en développement, dont le revenu moyen par habitant était de 1 200 dollars, si le revenu par habitant augmente de 1%, le taux d'épargne intérieure n'augmente que de 0,44%.

Une autre variable explicative importante est le ratio d'exportation. Selon les coefficients estimés, si le ratio d'exportation augmente de 1%, le taux d'épargne intérieure augmente de 0,31%. La propension à épargner est peut-être plus élevée dans le secteur exportateur que dans le reste de l'économie, mais la forte corrélation qui existe entre l'épargne intérieure et l'exportation est due en partie au fait que les droits sur le commerce extérieur représentent une grande proportion de l'épargne publique.

L'équation 1 montre aussi que la corrélation entre le crédit privé et l'épargne intérieure est négative. Lorsque le ratio de crédit privé augmente de 1%, le taux d'épargne intérieure diminue de 0,26%.

Par ailleurs, l'inflation n'a pas d'incidence sur l'épargne intérieure (le coefficient est négligeable). Les deux composantes de la croissance du PIB réel (croissance du PIB réel par habitant et croissance démographique) ont aussi un impact négligeable. Le PIB réel par habitant n'a un effet significatif que dans l'estimation ci-après, dans laquelle on a supprimé le taux d'inflation et la croissance démographique et remplacé le ratio de crédit privé par la croissance de la masse monétaire (m).

$$(2) \quad DS = -13,83 + 0,04 Y + 0,11 g + 0,002 m + 0,31 EX$$

$$(-5,65)** (5,16)** (2,09)* (2,00)* (5,75)*$$

$$R2 \text{ ajusté} = 0,55 \text{ Nombre d'observations} = 504$$

Pour étudier plus à fond le rôle du développement du secteur financier, nous avons aussi employé comme indicateur la masse monétaire M3.

$$(3) \quad DS = -11,91 + 0,04 Y + 0,10 g - 0,08 M3 + 0,33 EX$$

$$(-4,73)** (4,80)** (1,90) (-1,36) (5,99)**$$

$$R2 \text{ ajusté} = 0,54 \text{ Nombre d'observations} = 504$$

Les résultats sont assez inattendus car M3 ne semble pas avoir d'effet sur l'épargne et en outre son coefficient est négatif. Par conséquent, la croissance de la masse monétaire est le seul indicateur financier à avoir un effet significatif et positif, mais modeste, sur l'épargne intérieure. Cela tendrait à indiquer que dans les PMA le système financier structuré ne joue peut-être pas le rôle qui devrait être le sien dans le processus de développement. En fait, la plupart des transactions financières, en particulier celles des ménages et des PME, se font sur le marché financier informel. Dans beaucoup de PMA, une grande partie des petites entreprises n'ont pas accès aux établissements financiers modernes.

^a Bénin, Burkina Faso, Burundi, Gambie, Haïti, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Népal, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Tchad, Togo et Zambie.

^b Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Brésil, Cameroun, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Equateur, Egypte, El Salvador, Fidji, Ghana, Guatemala, Guyana, Honduras, Inde, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Maroc, Maurice, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, République de Corée, République démocratique du Congo, République dominicaine, Sénégal, Singapour, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay et Venezuela.

Notes

1. Sauf indication contraire, les groupes géographiques de PMA employés dans le présent rapport sont les suivants : PMA d'Afrique : Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo et Zambie. En principe, Haïti est incluse dans le groupe des PMA d'Afrique sauf indication contraire. PMA d'Asie : Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Myanmar, Népal République démocratique populaire lao et Yémen. PMA insulaires : Cap-Vert, Comores, Iles Salomon, Kiribati, Maldives, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Tuvalu et Vanuatu.
2. Pour une analyse de l'évolution et de la composition des exportations des PMA, voir *Les pays les moins avancés, rapport 1999*, deuxième partie, chapitre premier.
3. Dans les petits pays insulaires comme le Cap-Vert, le Kiribati, les Maldives, Samoa, Sao Tomé-et-Principe et Vanuatu, la densité de lignes téléphoniques est plus forte que dans l'ensemble des PMA, mais le nombre de lignes téléphoniques par habitant ne dépasse pas 20 à 50% de ce qu'il est en moyenne dans l'ensemble des pays en développement.
4. Voir par exemple CNUCED (1999b).
5. Sur un total de 20 pays en développement sans littoral, 80% sont des PMA.
6. Les économies d'échelle et le caractère indivisible de certains équipements de transport accroissent considérablement les frais de transport des PMA insulaires.

Par exemple, la construction d'un pont de 3,4 km reliant les deux principales villes de Kiribati (Betio et Bairiki) dans les années 80 a coûté environ 20% du PNB. On retrouve ce problème dans d'autres infrastructures comme l'électricité et les télécommunications. En outre, comme l'économie des PMA insulaires est très peu diversifiée, ils doivent importer un large éventail de marchandises qui viennent souvent de loin. Outre les frais de transport considérables que cela implique, ils sont obligés de tenir des stocks relativement importants.

7. Selon certaines études, dans la plupart de ces pays le coût du fret à l'importation est en moyenne de 50% plus élevé que dans les autres pays en développement (CNUCED, 1999b). On a aussi estimé que les frais de transport intérieur pouvaient doubler ou tripler le prix franco à bord des produits agricoles d'exportation, par rapport au prix sortie exploitation dans les zones agricoles isolées (Delgado, 1997 : 156).
8. EM-DAT (2000).
9. D'après l'Organisation mondiale de la santé (1998), la proportion de la population adulte vivant avec le VIH/SIDA à la fin de 1997 était la suivante : Zambie 19%, Malawi 14,9%, Mozambique 14,1%, Ethiopie 9,3%, Rwanda 12,8%, Lesotho 8,3%, République-Unie de Tanzanie 9,4%, Ouganda 9,5%, Togo 5%, Djibouti 10,3%, Burkina Faso 7,7%, Burundi 8,3%, et République centrafricaine 10,8%; à titre de comparaison, le taux de contamination moyen était de 7,4% en Afrique subsaharienne, contre quelque 0,5% dans les autres pays en développement.
10. Le tableau 6 indique l'instabilité des exportations mesurée en termes de pouvoir d'achat de produits importés; en conséquence, il intègre les variations quantitatives et les variations des termes de l'échange. L'indicateur est l'écart-type du taux de croissance annuel moyen des exportations de chaque pays sur la période indiquée.
11. Pour les références de quelques études récentes du comportement de l'épargne dans les pays en développement, voir les sources citées dans l'annexe du présent chapitre.
12. Voir l'annexe du présent chapitre.
13. Certains économistes vont jusqu'à intégrer l'épuisement de ressources naturelles telles que les hydrocarbures et les minéraux dans la mesure de l'investissement et de l'épargne nets. Cela n'est peut-être pas justifié car l'épuisement de ces ressources ne réduit pas directement les capacités de production (à moins qu'il n'entraîne une forte augmentation des coûts d'extraction) et se répercute uniquement sur les recettes futures. Toutefois, en raison de l'incertitude qui entoure l'évolution des prix et du fait qu'il est probable que de nouvelles technologies risquent de rendre ces ressources superflues, leur valeur future est très incertaine.
14. Depuis qu'on dispose de séries de données intertemporelles sur les pays en développement, certains économistes les ont employées de façon quelque peu hâtive pour faire des régressions sans se demander si ces données mesurent vraiment la même chose dans tous les pays. La mesure classique de l'investissement dans la comptabilité nationale d'un pays comme l'Ethiopie, où il y a de nombreux problèmes de dégradation des ressources naturelles, a une signification totalement différente, en termes d'expansion des capacités de production, que dans un autre pays où ces problèmes n'existent pas.
15. Les statistiques internationales sont très parlantes à cet égard. D'après les estimations de l'OMS (OMS, 1998 : 41), en 1995 plus de 70% des personnes décédées dans les pays développés à économie de marché avaient plus de 65 ans et donc avaient passé l'âge de la retraite. Selon les projections, cette proportion devrait monter jusqu'à 85% en 2025. Dans les PMA en revanche, plus de 84% des personnes décédées en 1995 avaient moins de 65 ans. Si la distribution par classe d'âge des décès dans les PMA était stable, nous ne pourrions pas considérer ces morts prématurées comme une réduction du stock de capital humain, mais dans la plupart des PMA la proportion de décès prématurés augmente en raison du SIDA et d'autres maladies et des catastrophes naturelles. En outre, les dépenses médicales liées à ces décès prématurés ont un coût important pour la société.
16. Dans ces pays, il est difficile d'accroître les RIDF sans que cela se répercute immédiatement sur la productivité des travailleurs. C'est la situation classique du piège de la pauvreté, dans laquelle il est impossible d'accroître la production et la productivité, et donc la capacité d'épargne, sans une injection de ressources extérieures. Evidemment, lorsque les RIDF sont affectées à des emplois

- improductifs comme l'achat d'armes, on peut obtenir le même résultat en les employant à des fins productives.
17. Bien entendu, cela ne signifie pas que l'aide extérieure n'a jamais été employée ou ne devrait pas être employée pour soutenir la consommation privée dans les pays pauvres. Dans ces pays, lorsqu'ils subissent un choc extérieur, un des rôles essentiels de l'aide extérieure est justement de lisser la consommation.
 18. Les taux de croissance annuels ont été calculés pour les périodes 1960-1970, 1970-1980, 1980-1990 et 1990-1997. Par conséquent, chaque pays est représenté au maximum par quatre points, selon la disponibilité des données.
 19. Cette corrélation reste valable lorsqu'on élimine les cas extrêmes.
 20. Il convient de noter que cette corrélation n'est bien entendu pas stable, c'est-à-dire qu'elle ne sera probablement pas vraie à très long terme. Toutefois, elle signifie que dans les périodes de transition, c'est-à-dire lors d'un passage d'une situation caractérisée par un faible taux d'investissement et un faible taux de croissance à une situation caractérisée par un investissement et une croissance soutenus, l'épargne ou les RIDF augmenteront dans les mêmes proportions.
 21. Les PMA qui figurent sur le graphique 19 sont ceux pour lesquels on dispose des données pertinentes pour les périodes concernées. Les pertes annuelles de termes de l'échange des revenus et les RIDF sont toutes deux exprimées en dollars. Les termes de l'échange des revenus sont donnés par l'équation $X(1/P_m - 1/P_x)$, dans laquelle X est la valeur des exportations mesurée en dollars et P_m et P_x sont les indices des prix à l'importation et à l'exportation, l'année de base étant l'année précédente. Les RIDF sont égales à la différence entre le PNB et la consommation, toutes deux mesurées en dollars des Etats-Unis sur la base des données de la Banque mondiale.
 22. Les effets sur deux et trois ans sont mesurés de la même façon que les effets sur un an, la différence étant que l'année de base est décalée de deux et trois ans respectivement, au lieu d'être l'année précédente.
 23. Les économistes habitués à analyser les pays industriels considèrent souvent que l'évolution de ces variables dépend de choix politiques. Toutefois, il ne faut pas oublier que dans les pays industriels les pertes de revenu maximales dues à un choc extérieur sont beaucoup moins importantes, en proportion des ressources disponibles, que dans les PMA. Lorsque l'incidence du choc extérieur est un multiple du montant de la variable qu'on analyse (par exemple les recettes ou les dépenses publiques), il est difficile de parler de choix.
 24. Cette corrélation entre épargne et investissement a été analysée pour la première fois dans Feldstein et Horioka (1980), puis confirmée par d'autres études. Voir par exemple Feldstein et Bacchetta (1991), Dooley, Frankel et Mathieson (1987) et Summers (1988). Les causes et les conséquences de ce phénomène pour ce qui est de la mobilité internationale des capitaux et les liens internes entre investissement, croissance et épargne, sont examinées dans Feldstein (1994), Mussa et Goldstein (1993) et Obstfeld (1994) entre autres.

Bibliographie

- Banque mondiale (2000b). *World Development Indicators*, CD-ROM, Washington, DC.
- Banque mondiale (1999). *World Development Indicators*, CD-ROM, Washington, DC.
- Banque mondiale (2000a). *Global Development Finance*, CD-ROM, Washington, DC.
- Bernheim, et Shoven, J.D. éd.: *National Savings and Economic Performance*. University of Chicago Press.
- CNUCED (1999a). *The Least Developed Countries 1999 Report*, publication des Nations Unies, numéro de vente : E.99.II.D.2. New York et Genève.
- CNUCED (1999b). *African transport infrastructure, trade and competitiveness*. TD/B/46/10, CNUCED, Genève.
- CNUCED (2000). *Capital Flows and Growth in Africa*, UNCTAD/GDS/MDB/7, publication des Nations Unies, Genève.
- Commission économique pour l'Afrique, (1999). *Economic Report on Africa 1999*, E/ECA/CM.24/3, Addis Abeba.

- Delgado, C.L. (1997) Agricultural transformation: the key to broad-based growth and poverty alleviation in Africa. Dans Ndulu B. et Van de Walle, N. éd. *Agenda for Africa's Economic Renewal*. (Oxford: Transaction Publishers).
- Dooley, M., Frankel, J. and Mathieson, D. (1987). International capital mobility: what do saving-investment correlations tell us?, FMI Staff Papers, 34: 503–530.
- Edwards, E., (1996) Why are Latin America's savings rates so low? An international comparative analysis. *Journal of Development Economics*, 51: 5–44.
- EM-DAT. (2000), The OFDA/CRED international disaster database, www.md-ucl.ac.be/cred, Université Catholique de Louvain; Brussels.
- Feldstein, M. (1994). Tax policy and international capital flows, NBER Working Paper No.4851.
- Feldstein, M. et Bacchetta P. (1991). National saving and international investment.
- Feldstein, M. et Horioka, I. (1980). Domestic saving and international capital flows. *Economic Journal*, 90: 314–329.
- Hussein, K. (2000). What scope is there for raising domestic savings ratio in LDCs? document de base pour *Les pays les moins avancés – Rapport 2000*.
- Hussein, K. et Thirlwall, A.P. (1999). Explaining differences in the domestic savings ratio across countries: a panel data study. *Journal of Development Studies*, 36 (1): 31–52.
- Mussa, M. et Goldstein, M. (1993). The integration of world capital markets, International Monetary Fund Working Paper No. 93 - 95, Washington, DC.
- Obstfeld, M.(1994). International capital mobility in the 1990s. Dans : *Understanding Independence: The Macroeconomics of the Open Economy*. Princeton University Press.
- OMS (1998). *Rapport mondial sur la santé, 1998*, Organisation mondiale de la santé, Genève.
- PNUD (2000). *Rapport sur le développement humain, 2000*. Oxford University Press, New York.
- Schmidt-Hebbel, K., Serven, L. et Solimano, L. (1996). Saving and investment: paradigms, puzzles policies. *World Bank Research Observer*, 11 no (1) 87–117.
- Schmidt-Hebbel, K., Webb, S. et Corsetti, G. (1992). Household saving in developing countries: first cross-country evidence. *World Bank Economic Review*, 6: 529–547.
- Summers, L. (1988), Term Policy and International Competitiveness. Dans Frankel, J. (éd.): *International Aspects of Fiscal Policies*, Press: Chicago.